

**Unité interdépartementale Anjou-Maine
Pôle Risques Chroniques**

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 22/12/2021

**La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

à

Monsieur le Préfet de Maine et Loire
Direction de l'Interministérialité et du
Développement Durable
Bureau des Procédures Environnementales et
Foncières

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Société : PATISserie PASQUIER CERQUEUX ci-après dénommé l'exploitant
Commune : LES CERQUEUX
N° S3IC : 0063.2488

Dossier déposé e 26/01/21 complété le 29/07/21

Régime de l'établissement :

☒ Autorisation, et en particulier IED

Priorités d'actions :

☐ Établissement prioritaire national
(PMI1)

☒ Établissement à enjeux (PMI3)

☐ Établissement autre (PMI7)

Par transmission visée en référence, vous m'avez adressé pour avis et suite à donner le dossier de réexamen de la société PATISserie PASQUIER CERQUEUX.

Cette société est autorisée à exploiter sur la commune des Cerqueux des installations de fabrication de pâtisseries surgelées et fraîches, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 10 novembre 2006.

Ces installations, ainsi que les installations connexes, sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Suite au décret n°2013-375 du 02/05/2013, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection par courrier du 21 novembre 2013 le positionnement de ses installations sous les rubriques 3642 et 3710. Dans ce courrier, il a également indiqué que les conclusions sur les meilleures

techniques disponibles associées à ces rubriques sont celles définies par le BREF Industries agro-alimentaires et laitières (FDM).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF Industries agro-alimentaires et laitières) étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 04 décembre 2019, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 04 décembre 2020 et ce, en application de l'article R. 515-71 du Code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant le 04 décembre 2023.

Ce dossier de réexamen a été remis à la préfecture le 26 janvier 2021. Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.

I – PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

I.1 - Les activités du site

La société PATISSERIE PASQUIER CERQUEUX produit principalement des pâtisseries surgelées. Une seule ligne de production est dédiée à la fabrication de pâtisseries fraîches (ligne Pancake). Le site se compose d'un unique bâtiment industriel comprenant :

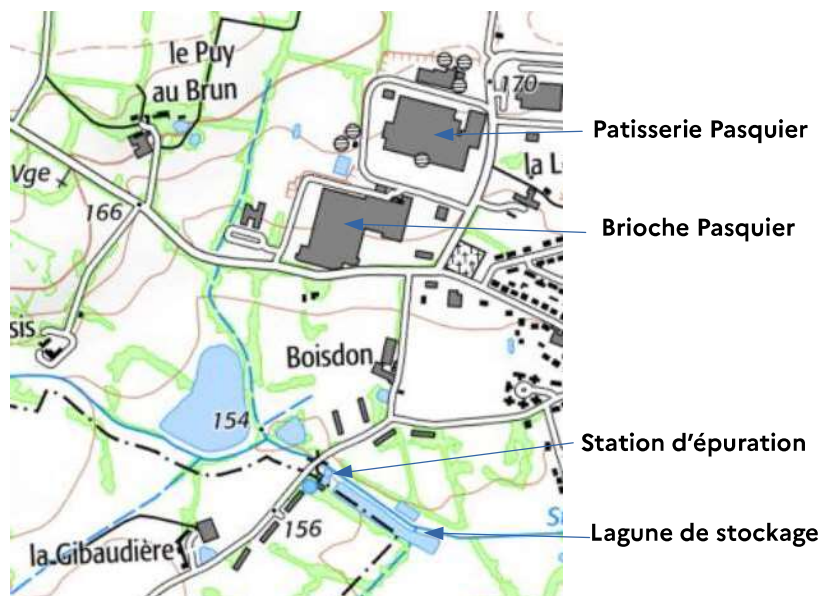
- une zone de production comprenant :
 - L20 : ligne biscuit qui fournit le biscuit pour les lignes entremets (fabrication de la pâte, cuisson, découpe au jet d'eau, refroidissement et stockage froid)
 - L28 et L32 : lignes entremets (préparation des pâtes, cuisson, montage, surgélation, découpe et emballages)
 - L25 : ligne tarte aux pommes (préparation de compote de pommes, fabrication de la pâte, des lamelles de pommes, assemblage, cuisson, refroidissement, surgélation, découpe et emballage)
 - L19 : ligne beignets (fabrication de pâte, cuisson, fourrage et surgélation)
 - L29 : ligne pancake (fabrication de pâte, cuisson, refroidissement et emballage)
- une zone de stockage des matières premières
- un transtockeur
- une zone expédition
- une zone de stockage des matières sèches

Les lignes ont évolué sur la période de réexamen du fait de la diminution des volumes de production de viennoiseries. Les lignes 21 (galettes), 23 (viennoiseries) et 24 (beignets) déclarées dans le dossier de demande d'autorisation initiale ne sont plus en service. La future ligne B présentée dans le dossier initial n'a jamais été mise en service. Les lignes 27 et 29 ont été fusionnées pour former la ligne 29 (production de Pancakes). La production de blinis a été arrêtée. La ligne 19 (beignets) mise en service en 2020 dispose d'une capacité de production plus importante que l'ancienne ligne 24. D'après les informations fournies par l'exploitant, le tonnage de produits finis est resté stable de 2006 à 2020. Elle est de l'ordre de 12 500 tonnes de produits finis par an.

La société PATISSERIE PASQUIER CERQUEUX exploite également une station de traitement des effluents industriels en provenance de son usine et du site BRIOCHE PASQUIER situé à proximité. La station est implantée à 650 mètres au sud du site industriel, sur la commune de Saint-Aubin-de-Baubigné (cf plan ci-dessous). Cette station d'épuration à boues activées a été mise en service en 2010. Elle comprend un bassin tampon, des prétraitements (tamisage, dégraissage), un bassin d'épuration, un étage de séparation des boues, un épaissement des boues sur grille d'égouttage, un silo de stockage des boues et une lagune de stockage des eaux traitées. Les eaux traitées sont rejetées dans le ruisseau

de la Pommeraye ou stockées en période d'étiage (1^{er} juin au 30 septembre) avant réutilisation en irrigation.

Le dimensionnement de la station a été déterminé à partir des flux maximaux à traiter
volume journalier maximal 167 m³/j – DCO : 2140 kg/j – DBO5 : 929 kg/j- MES : 786 kg/j -
azote : 24 kg/j et phosphore 3kg/j.



Le site dispose également d'installations de réfrigération à l'ammoniac, de tours aéroréfrigérantes et d'une chaudière.

I.2 – La situation administrative

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du D3 - 2006 - n° 650 du 10 novembre 2006 et l'arrêté 2012 n°294 du 11 septembre 2012 (APC RSDE).

Suite à une visite d'inspection du site le 15 juin 2020, l'exploitant a transmis au préfet le 29 juillet 2021, un rapport à connaissance détaillant les évolutions du site en particulier des lignes de production et l'impact de ces modifications sur l'environnement et les dangers. À cette occasion, un tableau de classement actualisé a été transmis au préfet (tableau figurant également dans les compléments apportés au dossier de réexamen). La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime autorisé *	Portée de l'évolution des activités
3642-3	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10, ou $[300 - (22,5 \times A)]$ dans tous les autres cas où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.	Capacité maximale : 105 tonnes de produits finis par jour	A	Evolution par rapport à la capacité déclarée en juillet 2014 pour le positionnement IED 90t/j
3710	Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant de la rubrique 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V.	Station d'épuration traitant les effluents industriels de Brioche Pasquier et Pâtisserie Pasquier, installation relevant de la directive IED	A	Aucune évolution
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	Station d'épuration traitant les effluents de deux installations classées à autorisation	A	Aucune évolution
4735	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t	Quantité maximale d'ammoniac 8,3 tonnes	A	Capacité inchangée Evolution de la rubrique suite au décret n°2014-385 du 3 mars 2014
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Trois tours aéroréfrigérantes TAR : 2150 kW condenseur 1 et 2 : 3500 KW Puissance totale : 5650 kW	E	Evolution des installations et du régime de classement suite au décret 2013-1205

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime autorisé *	Portée de l'évolution des activités
1511	Entrepôts exclusivement frigorifiques Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	33 000 m ³	DC	Installations classées sous la rubrique 1510 dans l'AP Evolution suite à la création de la rubrique 1511 par décret 2010-367 du 13/04/10

* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration

II – SYNTHÈSE DU CONTENU DU DOSSIER DE REEXAMEN

II.1 – Le périmètre IED et BREF applicables

Le périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive IED, a été défini, conformément à l'article R.515-58, par l'exploitant comme suit : **périmètre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 novembre 2006 comprenant le site de production ainsi que la station d'épuration.**

Le BREF FDM (Food Drink and Milk), BREF principal, paru en décembre 2019 est le BREF principal retenu par l'exploitant. En conséquence, l'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels suivants qui lui sont opposables :

- BREF FDM
- BREFs secondaires :
 - BREF LCP (Grandes installations de combustion) : le site n'est pas classé sous la rubrique 2910. Ce BREF n'est donc pas retenu.
 - BREF WT (Traitement des déchets) : le site ne traite pas de déchets. Ce BREF n'a donc pas été retenu.

Ainsi que par les documents BREFs transversaux suivants pour identifier les MTD applicables pour ces installations :

- BREF ENE (Efficacité énergétique) : ce BREF n'a pas fait l'objet d'une décision. Seul le rapport de référence est disponible. Les sujets de ce BREF sont traités dans les MTD 1, 2 et 6 du BREF FDM. Il n'a donc pas été étudié spécifiquement par l'exploitant dans le dossier de réexamen.
- BREF ROM (Surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau) : ce BREF n'a pas fait l'objet d'une décision. Seul le rapport de référence est disponible. Les éléments du BREF sont repris dans le BREF FDM. Il n'a donc pas été analysé dans le dossier.
- BREF ICS (Systèmes de refroidissement industriel) : ce BREF n'a pas fait l'objet d'une décision. Seul le rapport de référence est disponible. L'analyse de ce BREF a été effectué par l'exploitant dans le cadre de son dossier de mise en conformité en 2014. Les installations concernées n'ayant pas évolué, l'exploitant n'a pas effectué de nouvelle analyse dans son dossier de réexamen. Les thématiques de ce BREF sont par ailleurs traitées dans les MTD 9 et MTD 6 du BREF FDM.
- BREF EFS (émissions dues aux stockages) : ce BREF n'a pas fait l'objet d'une décision. Seul le rapport de référence est disponible. Ce BREF n'a pas été retenu. Les seules substances dangereuses présentes sur le site sont les produits de nettoyage. Cette thématique a été traitée dans la MTD 8 du BREF FDM.

II.2 – Avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son arrêté

L'exploitant indique qu'il respecte les valeurs limites d'émission associées aux MTD (NEA-MTD) et les meilleures techniques disponibles. Aucune demande de dérogation n'est nécessaire.

Il souhaite toutefois que la fréquence de surveillance journalière prévue au titre II de l'article 7.2 de l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020 (relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642) des paramètres MES, DCO, Azote et Phosphore soit ajustée (passage à une fréquence mensuelle). Pour étayer sa demande, il a joint à son dossier l'évolution des concentrations de ces polluants sur les trois dernières années. Il conclut que les niveaux d'émissions de ces polluants sont suffisamment stables et que sa demande est justifiée au regard de la décision d'exécution 2019/2031 (MTD4).

S'agissant des fluides frigorigènes et notamment de l'emploi du R404 A avec un potentiel de réchauffement global de 3900 donc supérieur à 2500, l'exploitant s'est engagé à remplacer les installations employant ce type fluide d'ici 2023. Il souligne que ces équipements sont minoritaires sachant que 99 % des installations de réfrigération du site fonctionnent à l'ammoniac.

L'exploitant précise que les installations n'ont pas généré de pollution de sol ou des eaux souterraines.

La sécurité de l'exploitation ne nécessite pas d'avoir recours à d'autres techniques.

L'analyse des MTD ne fait pas apparaître de nouvelle norme de qualité environnementale à respecter.

II.3 – Positionnement par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD)

L'exploitant s'est positionné par rapport aux conclusions sur les MTD du BREF FDM. Son positionnement est synthétisé dans le tableau suivant :

- **MTD 1 – Système de management environnemental**

L'exploitant n'est pas certifié ISO 14001 ni EMAS. Un système de management environnemental proportionné avec notamment des audits pour analyser les performances environnementales du site, le suivi d'indicateurs est en place.

- **MTD 2 – Utilisation des ressources – inventaire de la consommation d'eau, d'énergie, et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux**

Les inventaires sont mis en place.

- **MTD 3 – Surveillance des principaux paramètres de procédé des émissions dans l'eau**

L'exploitant effectue une surveillance des rejets aqueux en sortie de la station d'épuration.

- **MTD 4 – Surveillance des émissions dans l'eau aux fréquences indiquées et conformément aux normes EN**

Substance	AP du 10 novembre 2006	Fréquence définie par la MTD n°4 et l'AMPG du 27/02/2020	Norme	Respect de la MTD n°4 et l'AMPG du 27/02/2020
DCO	Journalier	Journalier	Pas de norme EN	OUI
Azote global	Mensuel		Plusieurs normes EN (par exemple, EN 12260, EN ISO 11905-1	NON
Phosphore	Mensuel		Plusieurs normes EN (par exemple, EN 6878, EN ISO 15681-1 et -2, EN ISO 11885	NON
MEST	Journalier		EN 872	OUI
DBO ₅	Hebdomadaire	Mensuel	EN 1899-1	OUI
Chlorure	/		Plusieurs normes EN (par exemple, EN ISO 10304-1)	/

Pour l'exploitant, le chlorure n'est pas une substance pertinente à suivre dans les rejets. Le site ne met en effet pas en œuvre de sel pour la conservation ou le traitement des produits. Le résultat d'analyse des rejets joint au dossier de réexamen montre une concentration très faible et un flux bien inférieur à celui imposant la VLE.

L'exploitant souhaite que la fréquence de suivi des paramètres phosphore, azote, DCO et MES soit mensuelle et non journalière. Il justifie sa demande en démontrant la stabilité des émissions de ces macropolluants sur trois ans.

L'exploitant devra justifier le respect des normes de la MTD 4 et ce point sera vérifié en inspection.

- MTD 5 – Programme de surveillance des rejets atmosphériques

Le site n'est pas concerné par cette MTD.

- MTD 6 – Accroître l'efficacité énergétique

L'exploitant applique plusieurs techniques énumérées dans la MTD. Des bilans énergétiques annuels sont menés sur le site en particulier pour suivre la consommation électrique et de gaz des lignes de production. Un audit énergétique a été mené en 2020 qui a conduit à établir un plan d'actions visant notamment à réduire les fuites d'air des compresseurs, la pression des compresseurs et récupérer la chaleur des compresseurs. Le remplacement des moteurs ancienne génération est également prévu.

- MTD 7 – Technique permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux rejetés

Toutes les techniques sont appliquées sur le site excepté la technique de curage des canalisations qui n'est pas possible sur les réseaux existants.

- MTD 8 – Éviter et réduire l'utilisation de substances dangereuses

L'exploitant a déclaré appliquer les techniques a (sélection de produits de nettoyage), c (lorsque c'est compatible avec les contraintes alimentaires) et d (optimiser les produits dans le nettoyage en place).

- MTD 9 – Utilisation de fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et ayant un faible potentiel de réchauffement planétaire

Le système de réfrigération du site emploie principalement de l'ammoniac. Trois équipements utilisent toutefois des fluides frigorigènes dont le fluide R404A avec un potentiel de réchauffement global de 3900 (interdit à compter de décembre 2023). L'exploitant s'est engagé à remplacer cet équipement d'ici 2023.

- MTD 10 – Utilisation efficace des ressources

L'exploitant a indiqué appliquer les techniques a, b, c et f.

- MTD 11 – Afin d'éviter les émissions non maîtrisées dans l'eau, la MTD consiste à prévoir une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux.

Le site dispose d'un bassin tampon en amont de la station d'épuration et d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie d'une capacité de 2400 m³.

- MTD 12 – Afin de réduire les émissions dans l'eau, la MTD consiste à recourir à une combinaison appropriée des techniques indiquées.

Le site dispose d'une station de traitement des effluents de type boues activées située à 650 mètres des bâtiments de production (cf descriptif de la station au I.1). L'exploitant indique utiliser les techniques a), c), d), i).

D'après les éléments remis dans le dossier, les NEA-MTD sont respectées :

Paramètres	NEA-MTD (moyenne journalière)	VLE AMPG 3642	Situation de l'établissement (comparaison avec l'AP modifié)
DBO5	/	100 mg/l	Non fourni
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	25-100 mg/l	100 mg/l	Moyenne STEP 2017 : 23 mg/l Moyenne STEP 2018 : 20 mg/l Moyenne STEP 2019 : 24 mg/l (VL AP : 90 mg/l)
Matières en suspension totales (MEST)	4-50 mg/l	50 mg/l	Moyenne STEP 2017 : 2 mg/l Moyenne STEP 2018 : 3 mg/l Moyenne STEP 2019 : 3,7mg/l (VL AP : 35 mg/l)
Azote global(NT)	2 - 20 mg/l	20 mg/l	Moyenne STEP 2017 : 1,2 mg/l Moyenne STEP 2018 : 2,2 mg/l Moyenne STEP 2019 : 2,2mg/l (VL AP : 30 mg N/l)
Phosphore total (PT)	0,2 – 2 mg/l < 4 mg/l pour les laiteries	2 mg/l	Moyenne STEP 2017 : 0,2 mg/l Moyenne STEP 2018 : 0,2 mg/l Moyenne STEP 2019 : 0,4mg/l (VL AP : 2 mg P/l)

La valeur limite fixée dans l'arrêté ministériel du 27/02/20 pour la DBO5 est également respectée (30 mg/l fixée dans l'AP).

- MTD 13 et MTD 14 – Plan de gestion des nuisances sonores

Les contrôles acoustiques réalisés en 2018 et 2019 ont mis en évidence des non conformités au niveau des émergences. Des actions de réduction ont été engagées. Un plan de maîtrise du bruit a été joint au dossier de réexamen.

- MTD 15 – Plan de gestion des odeurs

La MTD 15 n'est applicable que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles. L'exploitant indique que l'installation n'est pas de nature à générer des odeurs. Le site n'a pas fait l'objet de plainte pour nuisance olfactive de la part du voisinage ou du personnel.

II.4 – Rapport de base

Le rapport de base a été transmis en 2014 dans le dossier de mise en conformité remis conformément à l'article R.515-82 du Code de l'environnement. L'exploitant indique qu'aucun incident/accident n'est survenu depuis 2014. Les conclusions du rapport de base restent donc inchangées.

III – ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

Le dossier de réexamen complété le 29 juillet 2021 comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article R.515-72 du Code de l'environnement et peut être estimé complet.

Le périmètre IED retenu par l'exploitant englobe l'ensemble des installations (usine et station d'épuration). Le BREF principal retenu est le BREF FDM du fait de son classement sous la rubrique 3642.

La décision établissant les conclusions sur les MTD liste les autres conclusions et documents de référence sur les MTD susceptibles de présenter un intérêt pour les activités visées par ces conclusions. L'exploitant s'est positionné sur l'ensemble des conclusions et documents de référence et respecte les MTD applicables.

Les NEA-MTD sont respectées par l'exploitant. Il est à souligner que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 novembre 2006 fixe pour l'azote global une valeur limite en concentration de 30 mg/l alors que la fourchette haute de la NEA MTD est fixée à 20 mg/l, valeur limite figurant également dans l'arrêté du 27/02/20 (relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710) applicable aux installations. L'exploitant a démontré dans son dossier de réexamen que les rejets respectent la valeur limite de 20 mg/l pour l'azote (concentration observée sur 3 ans : 2 mg/l). L'inspection des installations classées ne juge pas nécessaire de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation étant donné que l'arrêté du 27/02/20 fixe cette valeur et que ce sont les valeurs les plus contraignantes qui s'appliquent entre l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel.

S'agissant de l'application de la MTD 4, bien que la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles prévoit la possibilité d'abaisser les fréquences de surveillance s'il est établi que les niveaux d'émission sont suffisamment stables, cette souplesse n'a pas été reprise dans l'arrêté du 27/02/20. La proposition de l'exploitant visant à modifier les fréquences journalières de surveillance pour la DCO et les MES en fréquence mensuelle ne peut donc pas être acceptée. De plus, à compter du 4 décembre 2023, la fréquence de surveillance du phosphore et de l'azote devra être journalière et non mensuelle.

L'exploitant s'est clairement positionné dans son dossier de réexamen sur les trois situations listées au III de l'article R. 515-70 (pollution, sécurité de l'exploitation, norme de qualité environnementale) et a indiqué que cela ne nécessitait pas d'actualisation des prescriptions applicables. Cette position est acceptable.

IV – CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Le dossier de réexamen est complet et régulier.

Les prescriptions mentionnées dans les arrêtés préfectoraux en vigueur permettent de respecter les dispositions de l'article R. 515-60 du Code de l'environnement. Il n'est donc pas nécessaire de les actualiser.

Sur la base de l'examen réalisé, l'inspection des installations classées propose :

- d'acter la mise à jour du tableau de classement figurant au I.2 du présent rapport
- d'informer l'exploitant, conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'environnement, de l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions des arrêtés préfectoraux
- de notifier à l'exploitant l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710. Cet arrêté lui sera opposable à partir du 4 décembre 2023.
- de préciser à l'exploitant que bien que la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles prévoit la possibilité d'abaisser les fréquences de surveillance s'il est établi que les niveaux d'émission sont suffisamment stables, cette souplesse n'a pas été reprise dans l'arrêté du 27/02/20. Sa proposition visant à revoir les fréquences de surveillance figurant dans son arrêté d'autorisation n'est donc pas acceptable. À compter du 4 décembre 2023, la fréquence de surveillance du phosphore et de l'azote devra être journalière.